

Animation du Portail « Droit et Gouvernance »
BULLETIN RIO + 20
1^{er} septembre 2011- 30 septembre 2011



Association pour la promotion du droit international*

Centre de droit international
15 quai Claude Bernard
69007 LYON
Tel : 04 78 78 73 52
Fax : 04 26 31 85 24
apdi.lyon@gmail.com

* Bulletin rédigé par Baba Hamady Demé, doctorant contractuel au Centre de droit international de l'Université Lyon 3

SOMMAIRE

- 1- LES EFFORTS DE PREPARATION DE LA CONFERENCE PAR LES NATIONS UNIES 3
- 2- LES EFFORTS DE PREPARATION DE LA CONFERENCE PAR LES ETATS 4
- 3- LES EFFORTS DE PREPARATION DE LA CONFERENCE PAR LA SOCIETE CIVILE . 5

1- Les efforts de préparation de la Conférence par les Nations Unies

- L'ONU vient de créer une « boîte à idées » pour la conférence de Rio+20

L'Organisation des Nations Unies a créée, le 14 septembre dernier, une « boîte à idées » en vue de la bonne préparation de la conférence prochaine de Rio+20. Elle permettra de recueillir les propositions des acteurs du mouvement de protection de l'environnement autres que les Etats et les organisations intergouvernementales.

Elle invite ainsi les représentants des organisations non gouvernementales, des hommes d'affaires et des industriels, des peuples autochtones, des autorités locales... à soumettre leurs propositions relatives à la manière dont le monde pourra réaliser un développement durable, prenant en compte tant l'impératif de protection de l'environnement des générations présentes que de celui des générations futures. Ces acteurs ont jusqu'au 1^{er} novembre 2011 pour présenter leurs propositions qui serviront de documents de travail à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui aura lieu en juin 2012.

- La Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE) organise sa septième conférence ministérielle sur l'environnement

A quelques mois de la Conférence des Nations unies sur le développement durable, la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, qui compte 56 Etats, organise du 21 au 23 septembre sa septième conférence ministérielle. La Conférence qui doit se terminer aujourd'hui a lieu à Astana (Kazakhstan). La Conférence est organisée par le Comité des politiques de l'environnement de la Commission en conformité avec le plan de réforme de l'environnement en Europe qu'il avait établi en 2009.

Cette conférence ministérielle permettra à ces Etats d'aborder les problèmes environnementaux qui concernent les Etats de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe en préparation de la Conférence de Rio. Elle sera aussi l'occasion de discuter des questions environnementales prioritaires de la sous-région de l'Asie Centrale. Ces questions entrent dans le cadre des deux thèmes retenus pour la Conférence de Rio+20, à savoir l'économie verte et la réforme institutionnelle.

- Nécessité de la protection des forêts pour une réduction des émissions de gaz à effet de serre

A quelques mois de la Conférence de Rio+20, le Programme des Nations Unies pour l'environnement vient de publier un rapport qui montre que la protection des forêts constitue une solution rentable pour les communautés et la biodiversité d'Indonésie.

Selon le rapport, 18% des gaz à effet de serre sont liés à la déforestation et que « *que la plupart des zones côtières (constituées de tourbières des forêts de Sumatra), où de grandes populations d'orangs-outans survivent, valent actuellement plus de 22 000 USD/hectare au prix actuel du carbone (gamme 7,420-22,090 USD)* ». Ce rapport « lance un appel pour davantage de soutien politique international pour les projets REDD + (Reducing emissions from deforestation and forest degradation) dans les zones forestières clés habitées par des populations d'orangs-outans ». Selon M. Achim Steiner, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Directeur exécutif du PNUE, « à Durban, il faudra trouver des solutions à plusieurs problèmes, surtout en ce qui concerne REDD + vu qu'il s'agit d'un moyen privilégié de

garder l'augmentation des températures mondiales en dessous de 2 degrés Celsius. Cela permettrait d'envoyer un signal fort et positif au monde entier en vue du Sommet de Rio+20, en juin 2012, dont le but est d'accélérer et d'intensifier l'éventail de mesures à mettre en place pour un 21e siècle durable ».

2- Les efforts de préparation de la Conférence par les Etats

- Un symposium de haut niveau en vue de la préparation de Rio+20

Le gouvernement de la république de Chine et le secrétariat de Rio+20, organisent les 8 et 9 septembre 2011 un symposium de haut niveau sur la Conférence des Nations Unies sur le développement durable. Cette rencontre aura lieu à Beijing en Chine.

Ce sera l'occasion pour les experts, les représentants des gouvernements et les représentants du système des Nations Unies, de discuter sur les thèmes de Rio+20 (l'économie verte et la réforme du cadre institutionnel essentiellement) et de formuler des propositions concrètes pour participer à la préparation de la conférence prochaine de Rio de juin 2012.

- Réunion préparatoire des Etats d'Amérique Latine et Caraïbes en vue de la conférence de Rio+20

Les Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes organisent, en vue de la Conférence des Nations unies sur le développement durable, une réunion préparatoire qui aura lieu à Santiago les 7 et 9 septembre, au siège de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC).

L'objet de la réunion sera de montrer les lacunes et les progrès dans la mise en œuvre des engagements pour un développement durable pris par les Etats depuis 1992, date de l'adoption de la Déclaration Rio et de la Convention-cadre des Nations unies pour les changements climatiques. Cette réunion sera l'occasion pour ces Etats d'adopter une position commune lors de la conférence de Rio+20, au Brésil, et de faire des recommandations dans ce sens.

- La France milite pour la Création d'une Organisation mondiale de l'environnement à la Conférence de Rio+20

Réaffirmant la position qu'elle avait déjà tenue, la France milite pour la création d'une Organisation mondiale de l'environnement à la Conférence des Nations Unies de Rio+20 de juin 2012. Selon la ministre de l'Ecologie, du développement durable, des transports et du logement, Mme Nathalie Kosciusko-Morizet, « Rio+20 est une occasion unique d'aboutir à une réforme simple, efficace, pragmatique, et en même temps ambitieuse, de la gouvernance internationale de l'environnement. Il est temps en 2012 de tirer les conséquences des insuffisances du système actuel, en ayant une voix mondiale forte sur l'environnement, garante d'une expertise reconnue au sein des Nations Unies ». « La France, estime-t-elle, continuera d'être aux avant-postes de ce combat, à Durban, lors de la prochaine Conférence sur le climat, ou bien encore en soutenant le projet d'une Organisation mondiale de l'environnement lors de la conférence Rio + 20 ».

Si elle est créée, cette Organisation mondiale de l'environnement permettra d'assurer une meilleure gouvernance mondiale de l'environnement. Rappelons que l'un des thèmes de la

conférence de Rio+20 (avec l'économie verte) est la réforme du cadre institutionnel de la gouvernance mondiale de l'environnement.

- Les Pays du monde arabe se préparent pour la Conférence de Rio+20

Comme pour les Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes, les Etats du monde arabe se préparent la Conférence des Nations unies sur le développement durable qui aura lieu en juin 2012. Ils organisent, les 16 et 17 octobre prochains, en Egypte, une réunion préparatoire en collaboration avec la Ligue de Etats arabes, le Programme des Nations unies pour l'environnement et la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale. Cette réunion sera l'occasion pour les Etats arabes de travailler de concert pour adopter une position commune sur leurs priorités dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le développement durable.

Les représentants de gouvernement dans les domaines économique, social et environnemental, les organisations régionales de la région arabe engagées dans la préparation de Rio+20, les institutions spécialisées de la Ligue des Etats arabes, les institutions financières, l'Organisation des Nations unies, les structures académiques ainsi que la société civile sont invités à cette réunion. Ce sera l'occasion pour eux de participer à la préparation de la conférence en apportant leurs expériences respectives.

3- Les efforts de préparation de la Conférence par la société civile

- Réunion mondiale Rio+20 : Quelle ambition pour l'environnement ?

Le Centre de Recherche Interdisciplinaire en Droit de l'Environnement, de l'Aménagement et de l'Urbanisme (CRIDEAU), sous le patronage de l'UNESCO, de l'UICN, de la Société Française pour le Droit de l'Environnement (SFDE), du Conseil Européen du droit de l'Environnement (CEDE) et de l'Association Européenne de Droit de l'Environnement (AEDE) organise du 29 au 30 septembre 2011 la 3^{ème} réunion mondiale des juristes et des associations de droit de l'environnement.

L'objectif «est d'élaborer des recommandations juridiques porteuses de protection de l'environnement et de les faire prendre en compte par la Conférence de Rio+20 en juin 2012». La réunion est essentiellement centralisée sur les deux thèmes de Rio+20, à savoir l'économie verte et la réforme institutionnelle de la gouvernance mondiale.